



# Manifeste Le futur de l'égalité au delà de Pékin + 25

mardi 2 février 2021

**Congrès de CGLU  
Sommet Mondial des Dirigeants Locaux et Régionaux  
Durban 11-15 Novembre 2019**

La quête de l'égalité entre les femmes et les hommes n'est pas en bonne voie. Les cadres institutionnels et politiques ne sont toujours pas adaptés, comme le démontre le Rapport sur les Objectifs de développement durable de 2019. Ce constat est vrai tant au niveau mondial qu'au niveau local. Les femmes représentent plus de la moitié de la population mondiale<sup>2</sup> et, à ce titre, nous devons également tenir compte de la diversité entre les femmes. D'une manière générale, les femmes continuent d'être l'une des populations les plus exposées à la violence sous toutes ses formes, d'autant plus lorsqu'elles proviennent de populations qui ont été historiquement discriminées. Il s'agit là d'un défi urgent de notre temps : du développement économique aux enjeux de la migration, du changement climatique à l'accès équitable et égal aux services de base, de la résolution des conflits à la réalisation de la Déclaration des droits humains.

Quel que soit l'objectif choisi parmi les 17 Objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 des Nations Unies, le statut des femmes en est un de "vulnérabilité" ou d'"invisibilité" même si elles sont proactives et efficaces dans la transformation. En conséquence, dans la plupart des cas, la conception et la mise en œuvre des politiques sont moins adaptées à leurs besoins spécifiques, en particulier ceux des femmes et des filles d'ascendance africaine, de populations autochtones, migrantes, de LGBTQIA+ ou provenant de toute autre population exposée à une exclusion ou marginalisation structurelle.

Malgré leur rôle central dans la réalisation des objectifs de transformation énoncés dans la Déclaration et le Programme d'action de Beijing, ainsi que dans l'Agenda 2030 des Nations Unies, les contributions des collectivités territoriales à la promotion de l'égalité des sexes dans tous les secteurs du développement restent souvent invisibles. Cependant, en tant que niveau de gouvernement le plus proche des communautés, les gouvernements locaux et régionaux sont les mieux placés pour repenser et mettre en œuvre les politiques publiques mieux adaptées à soutenir les partenariats stratégiques qui permettent l'émancipation des femmes et les filles dans la réalisation des programmes mondiaux.